

Rapport de gestion de

# **GOODFOOD MARKET CORP.**

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019

**TABLE DES MATIÈRES**

BASE DE PRÉSENTATION.....	3
DÉCLARATIONS PROSPECTIVES .....	3
MESURES NON CONFORMES AUX IFRS.....	4
SURVOL DE LA SOCIÉTÉ .....	4
PERSPECTIVES FINANCIÈRES.....	4
FAITS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2019 .....	5
PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS.....	6
RÉSULTATS D'EXPLOITATION – TRIMESTRES CLOS LES 31 MAI 2019 ET 2018 .....	10
RÉSULTATS D'EXPLOITATION – PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 31 MAI 2019 ET 2018 .....	11
SITUATION FINANCIÈRE .....	13
SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT .....	14
PRINCIPALES DONNÉES TRIMESTRIELLES ET RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS TRIMESTRIELLES .....	16
GESTION DES RISQUES FINANCIERS.....	17
RISQUE D'ENTREPRISE .....	17
EXIGENCES ADDITIONNELLES EN MATIÈRE DE FINANCEMENT .....	17
ARRANGEMENTS HORS BILAN .....	17
INSTRUMENTS FINANCIERS.....	18
DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION .....	18
UTILISATION DU PRODUIT TIRÉ DES APPELS PUBLICS À L'ÉPARGNE.....	18
INFORMATION SECTORIELLE .....	189
ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES.....	19
ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES .....	19
RÉCENTES PRISES DE POSITION COMPTABLE .....	20
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE .....	20

---

## BASE DE PRÉSENTATION

---

Ce document a été préparé afin de fournir un rapport de gestion portant sur la situation financière de Goodfood Market Corp. (aussi désignée dans le présent rapport de gestion comme « nous », « nos », « Goodfood » ou la « Société ») au 31 mai 2019 et sur les résultats d'exploitation de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date. En mars 2019, la Société a créé une filiale en propriété exclusive, Yumm Meal Solutions Corp. Ce rapport de gestion est daté du 11 juillet 2019 et il reflète les informations disponibles à cette date. Toutes mentions dans le présent rapport de gestion à l'exercice 2019 et à l'exercice 2018 se rapportent respectivement à l'exercice qui sera clos le 31 août 2019 et à l'exercice clos le 31 août 2018. Le présent document doit être lu conjointement avec les états financiers audités annuels de la Société et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 août 2018 ainsi qu'avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes y afférentes du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2019 (les « états financiers consolidés intermédiaires résumés »). Tous les montants sont libellés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et l'information financière figurant dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états. Goodfood a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), et l'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), et a adopté par anticipation l'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »).

---

## DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

---

Le présent rapport de gestion comporte des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada, y compris entre autres des informations sur nos objectifs et les stratégies que nous mettons en œuvre pour les réaliser, de même que des renseignements quant à nos croyances, nos plans, nos attentes, nos perspectives, nos estimations, et nos intentions. On reconnaît les déclarations prospectives à l'utilisation de mots ou d'expressions tels que « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « envisager », « prévoir », « croire » ou « poursuivre », ainsi qu'à l'emploi du futur ou du conditionnel, la formulation négative de ces mots et expressions, y compris des références à des hypothèses, bien que ce ne soit pas toutes les déclarations prospectives qui englobent ces mots et expressions. Les déclarations prospectives ont pour but d'aider le lecteur à comprendre la Société, ses activités, son exploitation, ses perspectives et les risques qu'elle encourt à un moment donné dans le contexte d'événements passés et futurs possibles; par conséquent, le lecteur est avisé que cette information pourrait ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et elles peuvent comporter un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont indépendants de notre volonté et qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont présentés dans de telles déclarations prospectives. Ces risques et incertitudes comprennent notamment les facteurs de risque suivants dont il est question plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2018 disponible sur le site de SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) : des antécédents limités en matière d'exploitation, des flux de trésorerie négatifs liés aux activités d'exploitation, l'industrie alimentaire, les inquiétudes suscitées quant au contrôle de la qualité et à la santé, la conformité réglementaire, la réglementation de l'industrie, les questions de santé publique, les rappels de produits, une atteinte à la réputation de Goodfood, les perturbations dans le transport, la responsabilité associée aux produits, la possession et la protection de la propriété intellectuelle, l'évolution du secteur d'activité, les activités syndicales, la dépendance à l'égard de la direction, les facteurs pouvant avoir un impact sur l'atteinte des cibles de croissance, la concurrence, la disponibilité et la qualité des matières premières, le nombre restreint de produits, la réglementation en matière d'environnement et de santé et sécurité des membres du personnel, les interruptions ou les failles en matière de sécurité en ligne, la fiabilité des centres de données, la conformité aux modalités de licences de logiciels ouverts, les besoins futurs en capitaux, le risque d'exploitation et le risque assuré, la gestion de la croissance, les conflits d'intérêts, les litiges et les sinistres catastrophiques. Bien que les déclarations prospectives contenues dans les présentes soient fondées sur des hypothèses que nous considérons comme étant raisonnables, les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier indûment puisque les résultats réels peuvent être différents de ces déclarations. Lors de la préparation des déclarations prospectives, certaines hypothèses ont été posées concernant la disponibilité des sources de financement, le rendement de l'entreprise, la conjoncture et la demande des clients. Par conséquent, toutes les déclarations prospectives contenues dans les présentes sont visées par les mises en garde qui précèdent et rien ne garantit que les résultats ou les événements prévus se réaliseront ou, même s'ils sont essentiellement réalisés, qu'ils auront les conséquences et les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf indication contraire, ou si le contexte ne l'exige autrement, les déclarations

prospectives ne sont valides qu'à la date où elles sont faites, et nous déclinons toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser pour tenir compte de nouveaux renseignements, des événements futurs ou autrement, sauf si la loi nous y oblige.

## MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

---

Certaines mesures financières utilisées dans le présent rapport de gestion n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS, dont celles-ci : « ventes de marchandises brutes », « bénéfice brut ajusté », « marge brute ajustée », « BAIIA », « BAIIA ajusté » et « marge du BAIIA ajusté ». Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, selon le cas, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

## SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

---

Goodfood est un chef de file canadien des solutions de repas à domicile. La Société livre chaque semaine à ses abonnés tous les ingrédients frais nécessaires à la préparation de repas délicieux. L'objectif de l'entreprise est de simplifier la préparation cuisine, en laissant aux utilisateurs tout le plaisir: cuisiner, partager avec les amis et la famille et savourer. Les abonnés sélectionnent en ligne leurs repas favoris parmi une large sélection de recettes originales. La Société prépare ensuite un panier personnalisé d'ingrédients frais et effectue la livraison chez l'abonné. Les recettes sont faciles à suivre et présentées étape par étape. Les bureaux administratifs de la Société et une de ses installations de production sont établis à Montréal (Québec), Canada. La Société dispose d'une deuxième installation de production située à Calgary (Alberta), Canada. Au 31 mai 2019, Goodfood comptait 189 000 abonnés actifs.

## PERSPECTIVES FINANCIÈRES

---

L'industrie des solutions de repas à domicile est l'un des secteurs affichant la plus forte croissance dans le monde et elle demeure relativement récente au Canada. En conséquence, Goodfood est d'avis qu'il existe d'importantes opportunités d'accroître rapidement sa base d'abonnés en continuant d'investir dans des campagnes de marketing très ciblées, dans l'élargissement de la capacité de production, dans l'enrichissement de ses gammes de produits et dans la poursuite de l'expansion de sa plateforme nationale. La stratégie de Goodfood est de différer la rentabilité à court terme afin d'investir dans la création de valeur à long terme pour ses actionnaires. Accroître la part de marché et la taille de Goodfood permettra à la Société d'augmenter la valeur offerte à ses clients ainsi que de réaliser des rendements élevés sur le capital investi. À mesure que la Société augmente sa base d'abonnés, nous sommes confiants que Goodfood réalisera des économies d'échelle et d'autres gains d'efficacité, ce qui contribuera à l'amélioration de la rentabilité et engendrera une expérience sans égale pour les abonnés.

Ces objectifs s'appuient sur des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté. Ces risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces objectifs. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Déclarations prospectives » et « Risque d'entreprise » du présent rapport de gestion.

---

**FAITS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2019**

---

**FAITS SAILLANTS – COMPARAISON DU TRIMESTRE CLOS LE 31 MAI 2019 ET DU TRIMESTRE CLOS LE 31 MAI 2018<sup>1)</sup>**

- Les produits ont augmenté de 27,6 millions de dollars, ou 124 %, pour atteindre 49,9 millions de dollars.
- La marge brute s'est établie à 28,3 %, soit une amélioration de 5,0 points de pourcentage.
- Le bénéfice brut s'est chiffré à 14,1 millions de dollars, en hausse de 8,9 millions de dollars, ou 172 %.
- La perte nette s'est établie à 3,6 millions de dollars, en hausse de 2,1 millions de dollars, ce qui a donné lieu à une perte nette par action de 0,06 \$.
- Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont atteint 2,4 millions de dollars, soit une hausse de 0,7 million de dollars.
- Les ventes de marchandises brutes ont grimpé de 35,0 millions de dollars, ou 134 %, pour atteindre 61,2 millions de dollars.
- La marge brute ajustée a atteint 41,6 %, soit une amélioration de 6,7 points de pourcentage.
- Le bénéfice brut ajusté s'est élevé à 25,4 millions de dollars, en hausse de 16,3 millions de dollars, ou 179 %.
- Au 31 mai 2019, on comptait 189 000 abonnés actifs, soit un bond de 113 000 abonnés, ou 149 %, comparativement au 31 mai 2018, et une hausse de 100 000 abonnés, ou 112 %, comparativement au 31 août 2018.

**FAITS SAILLANTS – COMPARAISON DE LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 31 MAI 2019 ET DE LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 31 MAI 2018<sup>1)</sup>**

- Les produits ont augmenté de 66,9 millions de dollars, ou 136 %, pour atteindre 116,1 millions de dollars.
- La marge brute s'est établie à 24,3 %, soit une amélioration de 3,8 points de pourcentage.
- Le bénéfice brut s'est chiffré à 28,2 millions de dollars, en hausse de 18,2 millions de dollars, ou 180 %.
- La perte nette s'est établie à 15,1 millions de dollars, en hausse de 8,6 millions de dollars, ce qui a donné lieu à une perte nette par action de 0,28 \$.
- Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont atteint 3,9 millions de dollars, soit une hausse de 4,6 millions de dollars.
- Les ventes de marchandises brutes ont grimpé de 86,6 millions de dollars, ou 149 %, pour atteindre 144,9 millions de dollars.
- La marge brute ajustée a atteint 39,4 %, soit une amélioration de 6,4 points de pourcentage.
- Le bénéfice brut ajusté s'est élevé à 57,0 millions de dollars, en hausse de 37,8 millions de dollars, ou 197 %.

<sup>1)</sup> La transition à l'IFRS 16 le 1<sup>er</sup> septembre 2018 a eu une incidence sur la marge brute, la marge brute ajustée, le bénéfice brut, le bénéfice brut ajusté, la perte nette et les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation. Se reporter aux rubriques correspondantes du présent rapport de gestion pour en savoir davantage sur l'incidence de la transition à l'IFRS 16.

**PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DU TRIMESTRE ET DE LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOS LE 31 MAI 2019**Expansion de l'installation dans l'Est canadien

Le 24 septembre 2018, la Société a entériné une modification au contrat de location de l'installation dans l'Est canadien, visant à renouveler et à prolonger la durée initiale du bail ainsi qu'à louer une superficie additionnelle de 72 000 pieds carrés, portant la superficie totale à 155 000 pieds carrés et permettant de doubler la capacité de production de l'installation. La période de location initiale se termine en octobre 2023 et est assortie d'options de renouvellement pour les quinze années à venir.

### Financement par emprunt

En novembre 2018, la Société a conclu une entente avec une institution financière canadienne renommée afin que celle-ci lui fournisse un prêt à terme garanti de trois ans de 10,0 millions de dollars, une facilité de crédit renouvelable de 2,5 millions de dollars et un autre financement à court terme de 1,0 million de dollars. En avril 2019, l'institution financière canadienne a augmenté le montant de l'autre financement à court terme, le faisant passer de 1,0 millions de dollars à 3,0 millions de dollars. Le prêt à terme ainsi que la facilité de crédit renouvelable portent intérêt à un taux variable basé sur le taux CDOR majoré de 2,50 %. Le prêt à terme sera remboursable en versements trimestriels de 125 000 \$ à partir du 4 décembre 2020 avec un remboursement du solde à la fin du terme de trois ans. Au 31 mai 2019, aucun prélèvement n'avait été effectué sur la facilité de crédit renouvelable et une tranche de 10,0 millions de dollars du prêt à terme avait été déboursée afin de financer des dépenses en immobilisations liées à l'expansion, d'investir dans l'automatisation et de refinancer la dette à long terme de la Société.

En mars 2019, la Société a conclu deux contrats de swap de taux d'intérêt avec la même institution financière canadienne renommée. Grâce à ces contrats, la Société est parvenue à fixer à 4,72 % et à 4,57 %, respectivement, le taux d'intérêt applicable à deux tranches de la dette à long terme de la Société, soit une tranche d'une valeur nominale de 2,5 millions de dollars et une autre d'une valeur nominale de 1,3 millions de dollars. Ces taux seront applicables jusqu'à l'échéance prévue pour novembre 2021.

### Émission d'actions

Le 22 février 2019, la Société a réalisé un appel public à l'épargne et a émis 6 019 212 actions ordinaires pour un produit brut de 21,1 millions de dollars. La Société a affecté une partie du produit du placement à l'investissement en automatisation, à l'agrandissement de son installation de production dans l'Ouest canadien, au développement et à la mise en place d'options pour le déjeuner et de plats prêts à manger ainsi qu'au développement d'emballages écologiques, au fonds de roulement et aux besoins généraux de la Société, et elle entend continuer d'employer ce produit à ces fins.

### Yumm.ca

Le 16 mai 2019, la Société a annoncé le lancement de Yumm.ca, un service de repas prêts à cuisiner économiques offert partout au pays à des clients soucieux de leur budget.

### Solutions de repas pour le déjeuner

Le 10 juin 2019, la Société a annoncé que sa première solution de repas pour le déjeuner, soit des smoothies prêts à mélanger composés de superaliments, est offerte dorénavant partout au Canada.

## **ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE**

### Installation de production de déjeuners

Le 18 juin 2019, la Société a signé un contrat de location de cinq ans assorti d'une option de renouvellement de trois ans visant une installation de production de 20 000 pieds carrés située à Montréal (Québec), Canada. La date de début des paiements de loyer est le 6 juillet 2019 et la direction a l'intention de mettre les activités de la nouvelle installation en branle avant la clôture de l'exercice 2019. Les paiements de loyer fixes représentent un engagement total de 895 \$.

### Installation de production de la Colombie-Britannique

Le 3 juillet 2019, la Société a signé un contrat de location de dix ans assorti d'une option de renouvellement de cinq ans visant une installation de production de 84 000 pieds carrés située à Vancouver (Colombie-Britannique), Canada. La date de livraison attendue de l'installation de production est le 1<sup>er</sup> octobre 2019 et la date de début des paiements de loyer est le 15 janvier 2020. La direction a l'intention de mettre les activités de la nouvelle installation en branle au début de 2020. Les paiements de loyer fixes représentent un engagement total de 14 630 \$.

## **PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS**

Dans cette rubrique, on décrit les paramètres et les mesures financières non conformes aux IFRS qu'utilise la Société dans le présent rapport de gestion. On y fait également un rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, le cas échéant. Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS; donc, elles pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures financières non conformes aux IFRS constituent des renseignements additionnels en complément des mesures conformes aux IFRS et permettent de mieux comprendre les résultats d'exploitation de la Société de notre point de vue. Par conséquent, ces mesures ne doivent pas être considérées individuellement ni perçues comme étant un substitut à une analyse de notre information financière aux termes des IFRS et elles doivent être lues conjointement avec les états financiers pour les périodes indiquées.

<b>Paramètres</b>	<b>Définitions</b>
<b>Abonnés actifs</b>	Un abonné qui doit recevoir une livraison ou qui a décidé de suspendre la livraison pour le prochain cycle de livraison hebdomadaire. Les abonnés actifs excluent les abonnements annulés. Bien que les abonnés actifs ne constituent ni une mesure financière conforme aux IFRS ni une mesure financière non conforme aux IFRS, et que, par conséquent, ils ne figurent pas dans nos états financiers consolidés et qu'aucun rapprochement ne peut être fait entre ce paramètre et tout poste de nos états financiers consolidés, nous estimons que le paramètre des abonnés actifs est utile pour les investisseurs puisqu'il reflète les produits futurs qui seront générés. La Société présente le nombre d'abonnés actifs à l'ouverture et à la clôture de la période, arrondi en milliers.
<b>Mesures financières non conformes aux IFRS</b>	<b>Définitions</b>
<b>Ventes de marchandises brutes</b>	Les ventes de marchandises brutes mesurent la valeur totale des ventes au détail des marchandises par la Société avant la prise en compte de tous les incitatifs et crédits inclus dans les produits. Les incitatifs et crédits, présentés à la valeur des ventes au détail, comprennent surtout des rabais lors de l'abonnement, généralement offerts aux nouveaux abonnés actifs lors de leur première livraison. Les ventes de marchandises brutes constituent une mesure financière non conforme aux IFRS. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure utile des produits, car, compte non tenu des incitatifs et des crédits, elle est plus représentative des produits futurs qui seront générés.
<b>Bénéfice brut ajusté et marge brute ajustée</b>	Le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée mesurent le bénéfice brut et la marge brute en fonction de la valeur des ventes au détail. Le bénéfice brut ajusté est calculé en soustrayant le coût des marchandises vendues des ventes de marchandises brutes. La marge brute ajustée est exprimée en pourcentage et calculée comme étant le bénéfice brut ajusté divisé par les ventes de marchandises brutes. Le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous estimons que le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée sont des mesures de rendement financier utiles, car les ventes de marchandises brutes reflètent les produits futurs qui seront générés et, par conséquent, le bénéfice brut et la marge brute futurs.
<b>BAIIA, BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté</b>	Le BAIIA est défini comme le bénéfice net ou la perte nette, compte non tenu des charges financières nettes (produits financiers nets), des amortissements et de la charge d'impôt. Le BAIIA ajusté se définit comme étant le BAIIA, exclusion faite des paiements fondés sur des actions, car il s'agit d'un élément de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres et autres éléments qui, selon nous, ne découlent pas nécessairement des activités normales quotidiennes de la Société et pourraient entraver l'analyse des tendances en matière de rendement. La marge du BAIIA ajusté se définit comme le BAIIA ajusté divisé par les produits. Le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures de rendement financier utiles, car elles permettent d'évaluer la capacité de la Société de saisir les opportunités de croissance de façon rentable, de financer ses activités courantes et de rembourser sa dette à long terme. Ces mesures permettent également de faire des comparaisons avec des sociétés dont la structure du capital est différente.

**ABONNÉS ACTIFS**

	2019	Trimestres clos les 31 mai 2018	Périodes de neuf mois closes les 31 mai 2019	2018
Nombre d'abonnés actifs à l'ouverture de la période	159 000	61 000	89 000	31 000
Variation nette du nombre d'abonnés actifs	30 000	15 000	100 000	45 000
Nombre d'abonnés actifs à la clôture de la période	189 000	76 000	189 000	76 000

**VENTES DE MARCHANDISES BRUTES**

Le tableau suivant présente un rapprochement des produits et des ventes de marchandises brutes.

(en milliers de dollars canadiens)	2019	Trimestres clos les 31 mai 2018	Périodes de neuf mois closes les 31 mai 2019	2018
Produits	49 864 \$	22 223 \$	116 074 \$	49 131 \$
Crédits renversés sur comptes annulés	–	–	(638)	–
Incitatifs et crédits	11 348	3 944	29 417	9 150
Ventes de marchandises brutes	61 212 \$	26 167 \$	144 853 \$	58 281 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019, les ventes de marchandises brutes ont augmenté de 35,0 millions de dollars et de 86,6 millions de dollars, respectivement. Cette hausse est surtout attribuable à la croissance constante du nombre d'abonnés actifs et au lancement de la plateforme nationale. La hausse des incitatifs et crédits découle principalement de l'augmentation des abonnés actifs, du lancement de la plateforme nationale et d'activités de marketing stratégiques prévues.

**BÉNÉFICE BRUT AJUSTÉ ET MARGE BRUTE AJUSTÉE**

Le tableau suivant fait le rapprochement du bénéfice brut ajusté et de la marge brute ajustée.

(en milliers de dollars canadiens)	2019	Trimestres clos les 31 mai 2018	Périodes de neuf mois closes les 31 mai 2019	2018
Ventes de marchandises brutes	61 212 \$	26 167 \$	144 853 \$	58 281 \$
Coût des marchandises vendues	35 775	17 040	87 841	39 064
Bénéfice brut ajusté	25 437 \$	9 127 \$	57 012 \$	19 217 \$
Marge brute ajustée	41,6 %	34,9 %	39,4 %	33,0 %

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019, la marge brute ajustée s'est améliorée de 6,7 points de pourcentage et de 6,4 points de pourcentage, respectivement. Cette augmentation résulte essentiellement de la diminution des coûts de main-d'œuvre en pourcentage des produits et des coûts unitaires moindres afférents à l'emballage et à la livraison, lesquels sont attribuables à la réalisation d'efficacités opérationnelles supplémentaires, à une augmentation des investissements en automatisation et à un pouvoir d'achat accru. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019, le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée se sont respectivement améliorés de 125 000 \$ et de 0,2 point de pourcentage et de 327 000 \$ et de 0,3 point de pourcentage en raison de l'adoption anticipée de l'IFRS 16.

**BAIIA, BAIJA AJUSTÉ ET MARGE DU BAIJA AJUSTÉ**

Le tableau suivant fait le rapprochement de la perte nette et du BAIJA, du BAIJA ajusté et de la marge du BAIJA ajusté.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2019	2018	2019	2018
Perte nette	(3 639) \$	(1 564) \$	(15 050) \$	(6 478) \$
Charges financières nettes (produits financiers nets)	89	(18)	265	(48)
Amortissements	701	150	1 743	259
BAIIA	(2 849) \$	(1 432) \$	(13 042) \$	(6 267) \$
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	113
Paiements fondés sur des actions	465	148	1 269	300
BAIJA ajusté	(2 384) \$	(1 284) \$	(11 773) \$	(5 854) \$
Produits	49 864 \$	22 223 \$	116 074 \$	49 131 \$
Marge du BAIJA ajusté (%)	(4,8) %	(5,8) %	(10,1) %	(11,9) %

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019, la marge du BAIJA ajusté s'est améliorée de 1,0 point de pourcentage et de 1,8 point de pourcentage, respectivement, en comparaison de celle du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2018. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019, la hausse de la marge du BAIJA ajusté s'explique principalement par l'augmentation des produits et par la diminution des coûts de main-d'œuvre en pourcentage des produits et des coûts unitaires moindres afférents à l'emballage et à la livraison qui ont mené à une hausse du bénéfice brut, atténuée par l'accroissement des frais de vente et charges générales et administratives. Le BAIJA et le BAIJA ajusté se sont également améliorés de 372 000 \$ et de 913 000 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019 en raison de l'adoption anticipée de l'IFRS 16. Le BAIJA, le BAIJA ajusté et la marge du BAIJA ajusté auraient été de (3,2) millions de dollars et de (14,0) millions de dollars, de (2,8) millions de dollars et de (12,7) millions de dollars, et de (5,5) % et de (10,9) %, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019 si l'IFRS 16 n'avait pas été adoptée par anticipation.

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2018, le BAIJA ajusté exclut la perte hors trésorerie résultant de la sortie d'immobilisations corporelles, car nous sommes d'avis que cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

**RÉSULTATS D'EXPLOITATION – TRIMESTRES CLOS LES 31 MAI 2019 ET 2018**

Dans le prochain tableau figurent les composantes de l'état consolidé du résultat net et du résultat global de la Société pour les trimestres clos les 31 mai 2019 et 2018.

	MONTANTS PRÉSENTÉS				MONTANTS COMPTE NON TENU DE L'IFRS 16			
	TRIMESTRES CLOS LES 31 MAI		Variation	Variation	TRIMESTRES CLOS LES 31 MAI		Variation	Variation
(en milliers de dollars canadiens)	2019	2018	(en \$) <sup>1)</sup>	(en %) <sup>2)</sup>	2019	2018	(en \$) <sup>1)</sup>	(en %) <sup>2)</sup>
Produits	49 864 \$	22 223 \$	27 641 \$	124 %	49 864 \$	22 223 \$	27 641 \$	124 %
Coût des marchandises vendues	35 775	17 040	(18 735)	110 %	35 900	17 040	(18 860)	111 %
Bénéfice brut	14 089 \$	5 183 \$	8 906 \$	172 %	13 964 \$	5 183 \$	8 781 \$	169 %
<i>Marge brute</i> <sup>3)</sup>	28,3 %	23,3 %	s. o.	s. o.	28,0 %	23,3 %	s. o.	s. o.
Frais de vente, charges générales et administratives	16 938 \$	6 615 \$	(10 323) \$	156 %	17 185 \$	6 615 \$	(10 570) \$	160 %
Amortissements	701	150	(551)	367 %	332	150	(182)	121 %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	89	(18)	(107)	594 %	(75)	(18)	57	317 %
Perte nette, représentant le résultat global	(3 639) \$	(1 564) \$	(2 075) \$	133 %	(3 478) \$	(1 564) \$	(1 914) \$	122 %
Perte nette par action, de base et diluée	(0,06) \$	(0,03) \$	(0,03) \$	100 %	(0,06) \$	(0,03) \$	(0,03) \$	100 %

1) Une variation positive constitue une diminution de la perte nette alors qu'une variation négative représente une augmentation de la perte nette.

2) La variation en pourcentage est présentée comme une valeur absolue.

3) La marge brute est calculée comme étant le bénéfice brut divisé par les produits et elle est exprimée en pourcentage.

**EXPLICATION DES VARIATIONS DES MONTANTS PRÉSENTÉS ENTRE LE TRIMESTRE CLOS LE 31 MAI 2019 ET LE TRIMESTRE CLOS LE 31 MAI 2018**

- L'augmentation des produits est principalement liée à la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs et au lancement de la plateforme nationale.
- L'augmentation du bénéfice brut est principalement liée à la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs et au lancement de la plateforme nationale et est également le résultat d'une marge brute améliorée.
- Bien que l'adoption anticipée par la Société de l'IFRS 16, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> septembre 2018, ait eu une incidence positive de 0,3 % sur la marge brute, la hausse de la marge brute résulte essentiellement de la diminution des coûts de main-d'œuvre en pourcentage des produits et des coûts unitaires moindres afférents à l'emballage et à la livraison, lesquels sont attribuables à la réalisation d'efficacités opérationnelles supplémentaires, à une augmentation des investissements en automatisation et à un pouvoir d'achat accru. Ces facteurs ont été contrebalancés dans une certaine mesure par une hausse des incitatifs et crédits inclus dans les produits découlant principalement de l'augmentation des abonnés actifs, du lancement de notre plateforme nationale et des activités de marketing stratégiques prévues. La Société s'attend à ce que les coûts fixes en pourcentage des produits continuent de diminuer parallèlement à sa croissance soutenue, ce qui devrait donner lieu ultérieurement à une hausse de la marge brute.
- Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté en raison surtout d'une hausse stratégique planifiée des coûts de marketing et d'une augmentation des salaires imputable au nombre plus élevé de membres du personnel administratif qui ont été embauchés pour soutenir la croissance de la Société. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le classement des charges locatives liées aux contrats de location auparavant classés comme des contrats de location simple selon l'IAS 17 à titre d'amortissement et de charges d'intérêts par suite de l'adoption anticipée par la Société de l'IFRS 16 à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.
- La hausse des amortissements résulte de l'acquisition d'immobilisations corporelles à l'échelle de toutes les catégories d'actifs pour les installations de production de la Société dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien, ainsi que de la comptabilisation des actifs au titre des droits d'utilisation par suite de l'adoption anticipée par la Société de l'IFRS 16 à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

- La hausse des charges financières nettes (produits financiers nets) est attribuable en grande partie aux charges d'intérêts sur les obligations découlant de contrats de location compte tenu de la comptabilisation de ces obligations par suite de l'adoption anticipée par la Société de l'IFRS 16 à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018, facteur en partie contrebalancé par la hausse des produits d'intérêts gagnés en raison de l'accroissement des taux d'intérêt et des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation.
- L'augmentation de la perte nette est en grande partie attribuable à la hausse des frais de vente, des charges générales et administratives et des amortissements, contrebalancée par la hausse du bénéfice brut.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION – PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS LES 31 MAI 2019 ET 2018

Dans le prochain tableau figurent les composantes de l'état consolidé du résultat net et du résultat global de la Société pour les périodes de neuf mois closes les 31 mai 2019 et 2018.

	MONTANTS PRÉSENTÉS				MONTANTS COMPTE NON TENU DE L'IFRS 16			
	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS LES 31 MAI		PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS LES 31 MAI		PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS LES 31 MAI		PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS LES 31 MAI	
(en milliers de dollars canadiens)	2019	2018	Variation (en \$) <sup>1)</sup>	Variation (en %) <sup>2)</sup>	2019	2018	Variation (en \$) <sup>1)</sup>	Variation (en %) <sup>2)</sup>
Produits	116 074 \$	49 131 \$	66 943 \$	136 %	116 074 \$	49 131 \$	66 943 \$	136 %
Coût des marchandises vendues	87 841	39 064	(48 777)	125 %	88 168	39 064	(49 104)	126 %
Bénéfice brut	28 233 \$	10 067 \$	18 166 \$	180 %	27 906 \$	10 067 \$	17 839 \$	177 %
Marge brute <sup>3)</sup>	24,3 %	20,5 %	s. o.	s. o.	24,0 %	20,5 %	s. o.	s. o.
Frais de vente, charges générales et administratives	41 275 \$	16 221 \$	(25 054) \$	154 %	41 861 \$	16 221 \$	(25 640) \$	158 %
Amortissements	1 743	259	(1 484)	573 %	812	259	(553)	213 %
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	–	113	113	100 %	–	113	113	100 %
Charges financières nettes (produits financiers nets)	265	(48)	(313)	663 %	(195)	(48)	(147)	310 %
Perte nette, représentant le résultat global	(15 050) \$	(6 478) \$	(8 572) \$	132 %	(14 572) \$	(6 478) \$	(8 094) \$	125 %
Perte nette par action, de base et diluée	(0,28) \$	(0,13) \$	(0,15) \$	115 %	(0,27) \$	(0,13) \$	(0,14) \$	108 %

1) Une variation positive constitue une diminution de la perte nette alors qu'une variation négative représente une augmentation de la perte nette.

2) La variation en pourcentage est présentée comme une valeur absolue.

3) La marge brute est calculée comme étant le bénéfice brut divisé par les produits et elle est exprimée en pourcentage.

### EXPLICATION DES VARIATIONS DES MONTANTS PRÉSENTÉS ENTRE LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 31 MAI 2019 ET LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 31 MAI 2018

- L'augmentation des produits est principalement liée à la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs et au lancement de la plateforme nationale.
- L'augmentation du bénéfice brut est principalement liée à la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs et au lancement de la plateforme nationale et est également le résultat d'une marge brute améliorée.
- Bien que l'adoption anticipée par la Société de l'IFRS 16, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> septembre 2018, ait eu une incidence positive de 0,3 % sur la marge brute, la hausse de la marge brute résulte essentiellement de la diminution des coûts de main-d'œuvre en pourcentage des produits et des coûts unitaires moindres afférents à l'emballage et à la livraison, lesquels sont attribuables à la réalisation d'efficacités opérationnelles supplémentaires, à une augmentation des investissements en automatisation et à un pouvoir d'achat accru. Ces facteurs ont été contrebalancés dans une certaine mesure par une hausse des incitatifs et crédits inclus dans les produits découlant principalement de l'augmentation des abonnés actifs, du lancement de notre plateforme nationale et des activités de marketing stratégiques prévues. La Société s'attend à ce que les coûts fixes en pourcentage des produits continuent de diminuer parallèlement à sa croissance soutenue, ce qui devrait donner lieu ultérieurement à une hausse de la marge brute.

- 
- Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté en raison surtout d'une hausse stratégique planifiée des coûts de marketing et d'une augmentation des salaires imputable au nombre plus élevé de membres du personnel administratif qui ont été embauchés pour soutenir la croissance de la Société. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le classement des charges locatives liées aux contrats de location auparavant classés comme des contrats de location simple selon l'IAS 17 à titre d'amortissement et de charges d'intérêts par suite de l'adoption anticipée par la Société de l'IFRS 16 à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.
  - La hausse des amortissements résulte de l'acquisition d'immobilisations corporelles à l'échelle de toutes les catégories d'actifs pour les installations de production de la Société dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien, ainsi que de la comptabilisation des actifs au titre des droits d'utilisation par suite de l'adoption anticipée par la Société de l'IFRS 16 à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.
  - La diminution de la perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles est attribuable à la sortie d'immobilisations corporelles survenue au cours de l'exercice 2018. Aucune autre sortie d'immobilisations corporelles n'a eu lieu au cours de l'exercice 2019.
  - La hausse des charges financières nettes (produits financiers nets) est attribuable en grande partie aux charges d'intérêts sur les obligations découlant de contrats de location compte tenu de la comptabilisation de ces obligations par suite de l'adoption anticipée par la Société de l'IFRS 16 à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018, facteur en partie contrebalancé par la hausse des produits d'intérêts gagnés en raison de l'accroissement des taux d'intérêt et des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation.
  - L'augmentation de la perte nette est en grande partie attribuable à la hausse des frais de vente, des charges générales et administratives et des amortissements, contrebalancée par la hausse du bénéfice brut.

**SITUATION FINANCIÈRE**

Le tableau suivant présente une analyse des variances de l'état consolidé de la situation financière de la Société au 31 mai 2019 par rapport à l'état de la situation financière de la Société au 31 août 2018.

(en milliers de dollars canadiens)	MONTANTS PRÉSENTÉS			MONTANTS COMPTE NON TENU DE L'IFRS 16		
	31 mai 2019	31 août 2018	Variation	31 mai 2019	31 août 2018	Variation
<b>Total des actifs</b>	<b>79 025 \$</b>	<b>34 309 \$</b>	<b>44 716 \$</b>	<b>69 014 \$</b>	<b>34 309 \$</b>	<b>34 705 \$</b>
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 713	24 453	25 260	49 713	24 453	25 260
Stocks	4 107	1 585	2 522	4 107	1 585	2 522
Immobilisations corporelles	10 452	6 006	4 446	10 959	6 006	4 953
Actifs au titre des droits d'utilisation	10 529	–	10 529	–	–	–
<b>Total des passifs</b>	<b>56 281 \$</b>	<b>17 853 \$</b>	<b>38 428 \$</b>	<b>45 792 \$</b>	<b>17 583 \$</b>	<b>28 209 \$</b>
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>						
Créditeurs et charges à payer	28 813	11 343	17 470	28 813	11 343	17 470
Produits différés	5 343	2 522	2 821	5 343	2 522	2 821
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	10 019	2 092	7 927	10 309	2 092	8 217
Obligations découlant de contrats de location	12 106	–	12 106	–	–	–
Autres passifs non courants	–	1 396	(1 396)	1 327	1 396	(69)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>22 744 \$</b>	<b>16 456 \$</b>	<b>6 288 \$</b>	<b>23 222 \$</b>	<b>16 456 \$</b>	<b>6 766 \$</b>
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>						
Actions ordinaires	56 593	36 283	20 310	56 593	36 283	20 310
Déficit	(35 659)	(20 609)	(15 050)	(35 181)	(20 609)	(14 572)

**EXPLICATION DES VARIATIONS DES MONTANTS PRÉSENTÉS SURVENUES ENTRE LE 31 AOÛT 2018 ET LE 31 MAI 2019**

- L'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est attribuable à la hausse des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et de financement.
- L'augmentation des stocks est attribuable à la croissance de la Société dans le cadre de laquelle la hausse des stocks de nourriture et celle des stocks de matériel d'emballage cadrent généralement avec les tendances des produits hebdomadaires et mensuels, respectivement.
- L'augmentation des immobilisations corporelles s'explique avant tout par les investissements liés à l'agrandissement et à l'automatisation des installations de production de la Société dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien.
- L'augmentation des actifs au titre des droits d'utilisation et des obligations découlant de contrats de location et la diminution des autres passifs non courants sont attribuables à l'adoption anticipée par la Société de l'IFRS 16 à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.
- Les créiteurs et charges à payer ont principalement augmenté en raison de la hausse des achats attribuable à la croissance de la Société et à de meilleures conditions de paiement découlant d'un pouvoir d'achat accru.
- La hausse des produits différés résulte de la croissance de la Société et du moment où la période a pris fin dans le cycle de livraison hebdomadaire de la Société.

- L'augmentation de la dette à long terme s'explique par le financement accordé en novembre 2018, selon lequel la Société a obtenu un engagement auprès d'une institution financière canadienne renommée afin que celle-ci lui fournisse un prêt à terme de 10 millions de dollars sur trois ans, une facilité de crédit renouvelable de 2,5 millions de dollars et un autre financement à court terme assortis de modalités de remboursement favorables. Au 31 mai 2019, une tranche de 10 millions de dollars du prêt à terme était déboursée afin de financer des dépenses en immobilisations liées à l'expansion, d'investir dans l'automatisation et de refinancer la dette à long terme de la Société. Le prêt à terme est remboursable en versements trimestriels à compter de décembre 2020. De plus, les contrats de location auparavant classés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17 sont maintenant inclus dans les obligations découlant des contrats de location par suite de l'adoption anticipée par la Société de l'IFRS 16 à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.
- L'accroissement au niveau des actions ordinaires est attribuable essentiellement à l'appel public à l'épargne mené à terme le 22 février 2019 aux termes duquel 6 019 212 actions ordinaires ont été émises pour un produit brut de 21,1 millions de dollars, moins les frais d'émission d'actions de 1,5 million de dollars. Par ailleurs, certaines des options de rémunération des mandataires attribuées dans le cadre du placement privé réalisé en juin 2017 ont été exercées au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019, ce qui a donné lieu à une émission de 299 064 actions ordinaires pour un produit brut de 598 000 \$.
- L'augmentation du déficit est imputable à la perte nette inscrite pour la période de neuf mois close le 31 mai 2019.

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

### GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, l'objectif de la Société consiste à faire en sorte que ses liquidités soient suffisantes pour financer ses activités, maximiser la protection du capital et offrir des rendements du capital investi concurrentiels. Pour financer ses activités, la Société a compté sur des placements publics et privés, sur des billets convertibles et sur des instruments d'emprunt à long terme, qui sont inclus dans la définition du capital selon la Société. La Société gère ses excédents de trésorerie de façon à faire en sorte qu'elle dispose d'une réserve suffisante pour financer ses activités et ses dépenses d'investissement.

### FLUX DE TRÉSORERIE

Voici un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les trimestres clos les 31 mai 2019 et 2018.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Variation
	2019	31 mai 2018	
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	2 444 \$	1 785 \$	659 \$
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	2 570	8 944	(6 374)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 572)	(1 919)	347
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 442 \$	8 810 \$	(5 368) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	46 271	15 177	31 094
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	49 713 \$	23 987 \$	25 726 \$

La variation positive des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation découle majoritairement d'une variation favorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation et du classement de paiements locatifs de 498 000 \$ dans les activités de financement au lieu des activités d'exploitation conformément à l'IFRS 16 (165 000 \$ pour le trimestre clos le 31 mai 2018). La variation négative des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement résulte surtout de l'émission en mai 2018 d'actions ordinaires d'une valeur de 10,0 millions de dollars, contrebalancée en partie par le produit de l'émission en mai 2019 d'instruments d'emprunt à long terme d'une valeur de 2,5 millions de dollars. La variation positive des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement résulte surtout de l'augmentation des dépenses d'investissement au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018 attribuable aux améliorations locatives apportées à l'installation située dans l'Ouest canadien.

Voici un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les périodes de neuf mois closes les 31 mai 2019 et 2018.

(en milliers de dollars canadiens)	Périodes de neuf mois closes les 31 mai		Variation
	2019	2018	
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	3 851 \$	(714) \$	4 565 \$
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	26 397	11 195	15 202
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(4 988)	(4 042)	(946)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	25 260 \$	6 439 \$	18 821 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	24 453	17 548	6 905
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	49 713 \$	23 987 \$	25 726 \$

La variation positive des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation découle majoritairement d'une variation favorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation et du classement de paiements locatifs de 1 258 000 \$ dans les activités de financement au lieu des activités d'exploitation conformément à l'IFRS 16 (413 000 \$ pour la période de neuf mois close le 31 mai 2018). La variation positive des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement résulte surtout de l'émission d'actions ordinaires d'une valeur de 21,1 millions de dollars et de l'émission durant la période de neuf mois close le 31 mai 2019 d'instruments d'emprunt à long terme pour un produit de 10,0 millions de dollars, lesquelles sont atténuées par l'émission en mai 2018 d'actions ordinaires d'une valeur de 10,0 millions de dollars. La variation négative des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement résulte surtout de l'augmentation des dépenses d'investissement au cours de l'exercice 2019 attribuable aux investissements liés à l'automatisation et à l'agrandissement de l'installation située dans l'Est canadien.

#### FACILITÉ DE CRÉDIT

Au cours de l'exercice 2019, d'importantes transactions de financement ont été conclues, comme suit.

- En novembre 2018, la Société a obtenu un engagement auprès d'une institution financière canadienne renommée afin que celle-ci lui fournisse un prêt à terme garanti de trois ans de 10 millions de dollars, une facilité de crédit renouvelable de 2,5 millions de dollars et un autre financement à court terme de 1 million de dollars. La facilité de crédit est garantie par une hypothèque de premier rang grevant tous les biens meubles et immeubles de la Société.
- En avril 2019, l'institution financière canadienne a augmenté le montant de l'autre financement à court terme, le faisant passer de 1 million de dollars à 3 millions de dollars.
- Au 31 mai 2019, une tranche de 10 millions de dollars du prêt à terme, portant intérêt à un taux variable correspondant au taux CDOR majoré de 2,50 % (4,48 % au 31 mai 2019), était déboursée afin de financer des dépenses en immobilisations liées à l'expansion, d'investir dans l'automatisation et de refinancer la dette à long terme de la Société. Le prêt à terme est remboursable en versements trimestriels de 125 000 \$ à partir du 4 décembre 2020 avec un remboursement du solde à la fin du terme de trois ans en novembre 2021. Des frais d'émission d'instruments d'emprunt de 25 000 \$ ont été engagés et sont comptabilisés en réduction de la dette à la date d'émission des instruments d'emprunt. Au 31 mai 2019, des frais d'émission d'instruments d'emprunt de 4 000 \$ ont été amortis et comptabilisés dans les charges financières nettes.
- En mars 2019, la Société a conclu deux contrats de swap de taux d'intérêt avec la même institution financière canadienne renommée. Grâce à ces contrats, la Société est parvenue à fixer à 4,72 % et à 4,57 %, respectivement, le taux d'intérêt applicable à des tranches de la dette à long terme de la Société d'une valeur nominale de 2,5 millions de dollars et de 1,3 million de dollars. Ces taux seront applicables jusqu'à l'échéance prévue pour novembre 2021.
- La facilité de crédit comprend des clauses restrictives de nature financière, que la Société respectait au 31 mai 2019.
- Au 31 mai 2019, la Société détenait des cartes de crédit d'entreprise servant à des fins commerciales dont la limite autorisée globale s'élevait à 5,9 millions de dollars, ce qui comprend un autre financement à court terme accordé par une institution financière canadienne renommée s'élevant à 3,0 millions de dollars. Les montants à payer relativement aux cartes de crédit sont inclus dans les créditeurs et charges à payer.

**OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

Le tableau qui suit présente les montants dus aux échéances contractuelles des passifs financiers, y compris les paiements d'intérêts estimés, ainsi que les engagements à l'égard des contrats de location au 31 mai 2019.

(en milliers de dollars canadiens)	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	28 813 \$	28 813 \$	– \$	– \$
Dette à long terme	11 125	455	10 670	–
Contrats de location <sup>1)</sup>	15 349	1 790	6 524	7 035
	55 287 \$	31 058 \$	17 194 \$	7 035 \$

<sup>1)</sup> Au 31 mai 2019, des paiements locatifs futurs de 5 591 \$, pour lesquels la Société a la certitude raisonnable d'exercer les options de renouvellement, ont été comptabilisés dans les obligations découlant des contrats de location incluses à l'état de la situation financière au 31 mai 2019, ce qui représente des flux de trésorerie non actualisés de 6 443 \$.

**PRINCIPALES DONNÉES TRIMESTRIELLES ET RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS TRIMESTRIELLES**

Dans le tableau suivant, on présente les abonnés actifs, les ventes de marchandises brutes, les produits, la perte nette et la perte nette par action, de base et diluée, des huit derniers trimestres.

	Trimestres clos les							
	31 mai 2019 <sup>1)</sup>	28 févr. 2019 <sup>1)</sup>	30 nov. 2018 <sup>1)</sup>	31 août 2018	31 mai 2018	28 févr. 2018	30 nov. 2017	31 août 2017
Abonnés actifs	189 000	159 000	126 000	89 000	76 000	61 000	45 000	31 000
(en milliers de dollars canadiens)								
Ventes de marchandises brutes	61 212 \$	46 535 \$	37 105 \$	25 812 \$	26 166 \$	18 840 \$	13 275 \$	8 709 \$
Crédits renversés sur comptes annulés	–	638	–	–	–	–	–	–
Incitatifs et crédits	(11 348)	(10 580)	(7 488)	(4 441)	(3 943)	(3 167)	(2 039)	(1 221)
Produits	49 864	36 593	29 617	21 371	22 223	15 673	11 236	7 488
Perte nette	(3 639)	(6 560)	(4 851)	(2 956)	(1 564)	(2 393)	(2 520)	(3 770)
Perte nette par action, de base et diluée <sup>2)</sup>	(0,06)	(0,13)	(0,09)	(0,06)	(0,03)	(0,05)	(0,05)	(0,08)

<sup>1)</sup> La transition à l'IFRS 16 le 1<sup>er</sup> septembre 2018 a eu une incidence sur la perte nette et la perte nette par action de base et diluée. Se reporter aux rubriques correspondantes du présent rapport de gestion pour en savoir davantage sur l'incidence de la transition à l'IFRS 16.

<sup>2)</sup> La somme de la perte nette par action, de base et diluée, par trimestre pourrait ne pas équivaloir à la perte nette par action, de base et diluée, depuis le début de l'exercice du fait que les chiffres ont été arrondis.

---

## GESTION DES RISQUES FINANCIERS

---

### RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité découle de l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations en temps opportun ou à un coût raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins en matière d'exploitation. La Société prépare son budget et ses prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour s'acquitter de ses obligations.

Pour l'exercice qui sera clos le 31 août 2019, les pertes d'exploitation attendues qui seront imputables à la croissance continue du nombre d'abonnés actifs de la Société et aux dépenses d'investissement devraient réduire le solde de trésorerie de la Société et sa situation de trésorerie par rapport au 31 mai 2019, en l'absence d'un financement supplémentaire. D'après nous, les fonds en caisse de la Société et la capacité de financement fourniront les sources adéquates de liquidités afin de satisfaire aux exigences à court terme, de financer les dépenses d'investissement prévues ainsi que toutes pertes d'exploitation.

### RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement son exposition au risque de crédit et prend des mesures pour réduire la probabilité que cette exposition se traduise par une perte. L'exposition de la Société au risque de crédit est principalement attribuable à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie de même qu'aux montants à recevoir inclus dans les autres actifs courants. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers. Nous sommes d'avis que ce risque de crédit est limité puisque la Société traite avec de grandes institutions financières en Amérique du Nord.

### RISQUE D'ENTREPRISE

---

Il y a lieu de consulter la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2018 que l'on retrouve sur le site de SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) pour une analyse plus poussée des facteurs de risque de la Société.

### EXIGENCES ADDITIONNELLES EN MATIÈRE DE FINANCEMENT

---

La Société pourrait devoir avoir recours à du financement additionnel dans l'avenir pour atteindre les objectifs énoncés à la rubrique « Perspectives financières » du présent rapport de gestion, du fait de la croissance réalisée et attendue du nombre d'abonnés actifs, de l'investissement prévu dans les activités, les services logistiques, l'automatisation et la technologie, et de la possibilité qu'elle inscrive encore des pertes d'exploitation.

### ARRANGEMENTS HORS BILAN

---

À l'heure actuelle, la Société n'a aucun arrangement hors bilan qui a ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence actuelle ou future sur sa situation financière, les variations des produits et des charges, les résultats d'exploitation, la situation de trésorerie, les dépenses d'investissement ou les sources de financement d'importance, à l'exception des deux nouveaux contrats de location qui ont été conclus et dont fait état la rubrique « Faits saillants du troisième trimestre de 2019 » du présent rapport de gestion.

**INSTRUMENTS FINANCIERS****POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT**

La Société investit son excédent de trésorerie dans des placements comportant diverses échéances qui sont choisis en fonction du calendrier prévu des placements ou des dépenses devant être engagées pour les activités poursuivies.

**DÉRIVÉS**

La Société a conclu deux contrats de swap de taux d'intérêt au cours du trimestre clos le 31 mai 2019, comme il est mentionné à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion et à la note 7 afférente à ses états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019.

**CLAUSES RESTRICTIVES DE NATURE FINANCIÈRE**

Comme il en est question à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion, la facilité de crédit garantie de la Société comprend des clauses restrictives de nature financière pouvant limiter la capacité de la Société de conclure des transactions ou de saisir des opportunités d'affaires. Au 31 mai 2019, la Société respectait ces clauses restrictives de nature financière.

**DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION**

Au 11 juillet 2019, la Société avait 58 143 521 actions ordinaires émises et en circulation, et 3 290 736 options sur actions en circulation.

Pour un complément d'information à propos des options sur actions, il y a lieu de se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019.

**UTILISATION DU PRODUIT TIRÉ DES APPELS PUBLICS À L'ÉPARGNE****APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE DE FÉVRIER 2019**

Le 22 février 2019, la Société a réalisé un appel public à l'épargne dans le cadre duquel elle a émis 6 019 212 actions ordinaires pour un produit net de 19,6 millions de dollars (compte tenu du produit de l'exercice de l'option de surallocation).

Le tableau qui suit compare l'utilisation du produit estimée figurant dans le prospectus simplifié définitif de la Société daté du 18 février 2019 avec l'utilisation du produit réelle au 31 mai 2019.

(en milliers de dollars canadiens)	Utilisation du produit réelle	Utilisation du produit estimée <sup>1)</sup>	Écart
Dépenses en immobilisations et automatisation des processus	1 517 \$	10 000 \$	(8 483) \$
Expansion de l'offre de produits et développement de nouvelles solutions de repas	582	5 000	(4 418)
Instauration d'emballages réutilisables	15	500	(485)
Fonds de roulement et fins générales de l'entreprise	574	4 065	(3 491)
Solde au 31 mai 2019	16 883	s. o.	16 883
Total du produit net	19 571	19 565	6
Frais d'émission d'actions	1 496	1 502	(6)
Produit brut	21 067 \$	21 067 \$	– \$

<sup>1)</sup> L'estimation de l'utilisation du produit pour le fonds de roulement et à des fins générales de l'entreprise tient compte du produit net additionnel tiré de l'exercice de l'option de surallocation des actions nouvellement émises.

---

## INFORMATION SECTORIELLE

---

La Société n'a qu'un secteur isolable étant donné que ses principales activités s'articulent autour du développement et de la prestation de service sur le marché canadien des solutions de repas à domicile.

---

## ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

---

L'établissement des états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les principales estimations comptables et hypothèses de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019 sont les mêmes que celles qui ont été appliquées aux états financiers audités annuels pour l'exercice clos le 31 août 2018, à l'exception des jugements importants et des principales sources d'incertitude liés à l'application de l'IFRS 16 et de l'IFRS 15, qui sont décrits à la note 4 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019.

---

## ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

---

### IFRS 16

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> septembre 2018, la Société a adopté par anticipation l'IFRS 16, *Contrats de location*, en appliquant la méthode rétrospective modifiée. Ainsi, les chiffres correspondants au 31 août 2018 et pour l'exercice clos à cette date ainsi que pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2018 n'ont pas été retraités et continuent d'être présentés selon l'IAS 17, *Contrats de location*, (« IAS 17 ») et l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*.

L'IFRS 16 précise la méthode qui doit être employée pour comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location. La norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation représentant son droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et une obligation locative qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs.

Pour un complément d'information sur la méthode spécifique selon laquelle la Société applique l'IFRS 16 et sur l'incidence de cette transition, il y a lieu de se reporter à la note 4 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019.

### IFRS 15

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> septembre 2018, la Société a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à l'aide de la méthode de l'effet cumulatif. L'effet de l'adoption de cette norme a été comptabilisé le 1<sup>er</sup> septembre 2018, soit la date de la première application. Par conséquent, les chiffres correspondants au 31 août 2018 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2018 n'ont pas été retraités.

L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et la SIC-31, *Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme préconise un modèle unique qui s'applique aux contrats conclus avec des clients et deux méthodes de comptabilisation des produits des activités ordinaires : à un moment précis ou au fil du temps. Le modèle consiste en une analyse en cinq étapes des transactions axée sur les contrats et visant à déterminer si, à quel montant, et quand les produits des activités ordinaires sont comptabilisés. Aux termes de l'IFRS 15, les produits sont comptabilisés lorsqu'un client obtient le contrôle des biens et services. L'exercice d'un jugement est nécessaire pour déterminer le moment du transfert du contrôle, que ce soit à un moment précis ou au fil du temps.

La Société tire des produits de la vente de solutions de repas. L'IFRS 15 n'a pas eu d'incidence sur les méthodes comptables employées par la Société pour comptabiliser ses produits, car en vertu de l'IFRS 15 et de normes antérieures, la Société comptabilise les produits au moment de la livraison des solutions de repas.

Pour un complément d'information sur la méthode spécifique selon laquelle la Société applique l'IFRS 15 et sur l'incidence de cette transition, il y a lieu de se reporter à la note 4 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019.

## IFRS 9

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> septembre 2018, la Société a adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers*.

L'IFRS 9 précise les exigences portant sur la comptabilisation, l'évaluation, la dépréciation, la décomptabilisation et les règles générales de comptabilité de couverture. Cette norme simplifie le classement d'un actif financier, au coût amorti ou à la juste valeur, et exige qu'une seule méthode de calcul de la dépréciation soit utilisée. La méthode prévue s'appuie sur la façon dont l'entité gère ses instruments financiers dans le cadre de son modèle économique et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. La norme inclut également des directives sur le classement et l'évaluation des passifs financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts de garantie et les montants à recevoir qui étaient auparavant classés comme des prêts et créances en vertu de l'IAS 39 sont classés comme des actifs financiers ultérieurement évalués au coût amorti selon l'IFRS 9. Il n'y a aucun changement quant à l'évaluation initiale des actifs financiers de la Société.

Les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme qui étaient auparavant classés comme autres passifs financiers en vertu de l'IAS 39 sont classés comme des passifs financiers ultérieurement évalués au coût amorti selon l'IFRS 9. Il n'y a aucun changement quant à l'évaluation initiale des passifs financiers de la Société.

La transition à l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence sur l'état intermédiaire résumé de la situation financière de la Société au 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Pour un complément d'information sur la méthode spécifique selon laquelle la Société applique l'IFRS 9 et sur l'incidence de cette transition, il y a lieu de se reporter à la note 4 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019.

## RÉCENTES PRISES DE POSITION COMPTABLE

Aucun changement n'est survenu à ce chapitre, il y a donc lieu de se reporter aux états financiers audités annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2018.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément au Règlement 52-109, *Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la Société a produit des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière (les « dirigeants signataires ») qui font un rapport sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que sur la conception et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

## CHANGEMENTS APPORTÉS AUX CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2019, aucun changement n'est survenu au niveau des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu une incidence importante, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait y avoir une incidence importante, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.